

Port du masque obligatoire, et si c'était une mascarade ?

écrit par Gigoblu | 12 juillet 2020



Depuis quelques jours, alors que, selon de nombreux médecins, tout indique que la pandémie est en voie d'extinction chez nous, plusieurs gouvernements ont décidé de durcir les mesures sanitaires, tel le port du masque obligatoire, ainsi que le respect de la distanciation sociale et les mesures de désinfection des mains avant d'entrer dans un lieu public. C'est le cas en Italie, en Belgique et en France avec un durcissement des amendes en cas de transgression de la loi. Voici, par exemple, les nouvelles mesures imposées en Belgique à partir d'aujourd'hui :

https://www.rtf.be/info/belgique/detail_coronavirus-en-belgique-le-port-du-masque-est-obligatoire-dans-une-serie-de-lieux-publics-a-partir-de-ce-samedi?id=10539837

Et les amendes associées à ce programme pour les récalcitrants :

https://www.rtf.be/info/belgique/detail_le-port-du-masque-sera-aussi-obligatoire-dans-les-casinos-et-les-batiments-de-justice-a-partir-de-samedi?id=10540632

Concernant la France, dans un souci d'objectivité et afin de satisfaire ceux qui ont une opinion différente de la mienne, voici les mesures concoctées par votre gouvernement pour votre plus grand

bien : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/masques-grand-public>

Parallèlement à ces mesures, nos gouvernements ont décidé de rouvrir les frontières pour permettre les échanges touristiques durant la période estivale : cherchez l'erreur ? Et parmi les « estivants », plus de 600 viennent d'arriver ces derniers jours d'Afrique du nord sur l'île « touristique » de Lampedusa en Italie. Nul doute qu'ils vont contribuer à y redresser et développer l'économie ...

Et chaque jour, les experts de tous poils, soigneusement sélectionnés par nos gouvernants et leurs médias de propagande nous présentent des chiffres (invérifiables) pour entretenir notre psychose et nous menacent régulièrement de nous reconfiner en cas de besoin (le leur, pas le nôtre). Et de nous prédire une deuxième vague de pandémie pour octobre. Tiens, tiens ...

Et si les vraies raisons de ces contraintes liberticides renforcées étaient à chercher ailleurs ? Réfléchissons. L'arrêt forcé de nos économies consécutif à la pandémie a provoqué des dégâts économiques et sociaux encore incalculables qui auraient soulevé, en temps normal, une vague de protestations et de troubles sociaux certainement sans précédent. Et c'est probablement, voire sûrement cela que nos gouvernements redoutent le plus, car, une fois les « vacances » passées il y a toutes les raisons de croire que


des mouvements de grogne et de rébellion voient le jour. Dès lors, quoi de mieux que d'entretenir la peur et la distanciation sociale assortis de lourdes amendes en cas d'infraction pour tenter de contenir l'explosion sociale prévisible ? Reconnaissons humblement que, pour une fois, gouverner c'est prévoir... Ils ont tout prévu et vous êtes prévenus. Ils ont découvert la peur pour vous contrôler avec votre assentiment et ils agitent celle-ci selon leur bon plaisir et avec votre bon vouloir.

Suis-je complotiste ? C'est fort probable et même plus que possible. Alors que je m'apprêtais à conclure cet article pour aller vomir, voici ci-après, un article en italien qui m'informe à l'instant qu'ici, en Italie, il semblerait que la résistance s'organise contre les mesures que veut nous imposer le gouvernement Conte et qui suscitent l'indignation du monde médical et politique. Et pour ce dernier, celles de Salvini et Meloni. Voici, ci-après, le lien de l'article en italien, suivi de sa traduction automatique en français :

<https://www.ilgiornale.it/news/politica/conte-vuole-prorogare-stato-emergenza-scoppia-polemica-1876565.html>

La controverse ne s'estompe pas après l'annonce que le Premier ministre **Giuseppe Conte** a l'intention de prolonger l'état d'urgence de Covid jusqu'au 31 décembre 2020. Contacté par des journalistes lors de la cérémonie d'opération du MOSE, a déclaré le Premier ministre en fait qu'il existe des conditions « *pour continuer l'urgence du coronavirus après le 31 juillet.*

Il n'a pas encore été décidé, mais nous irons raisonnablement dans cette direction « .

 [Covid, Conte: « Je n'ai pas dit qu'une décision sur l'état d'urgence avait été prise »](#)

Bref, selon l'avocat populaire autoproclamé, le risque de résurgence du **Coronavirus** est très concret. Une thèse, la sienne et celle du comité technique scientifique qui la soutient, diamétralement opposée à celle soutenue par des personnalités compétentes comme le professeur **Alberto Zangrillo**, chef d'anesthésie et de soins intensifs à l'hôpital Vita-Salute San Raffaele de Milan. Ce dernier a [en effet réitéré](#) que, selon les indicateurs, la maladie « a uniformément disparu dans le contexte national ». Le virologue **Massimo Clementi**, du même avis, qui, après avoir pris connaissance des intentions du gouvernement, s'est laissé aller à une sortie sur sa page Facebook. « Prolongation de l'état d'urgence? Avons-nous bien compris? Je vais descendre dans la rue, je le déclare maintenant », a-t-il promis, définissant l'extension comme un « forçage incroyable. Qui va de pair avec les tonalités terrifiantes (totalement injustifiées) avec lesquelles La télévision et la presse décrivent l'état actuel de l'épidémie. »

[✘ « Les Italiens attendent l'IGC et Conte prolonge l'état d'urgence »](#)

» Nous donnons au monde l'idée d'être toujours dans le drame, que tous les sacrifices n'ont servi à rien. Bien que l'inverse soit vrai: Covid était une urgence hospitalière qui, aujourd'hui, selon les chiffres, est terminée » « , a également précisé le spécialiste des maladies infectieuses **Matteo Bassetti**, directeur de la clinique des maladies infectieuses de l'hôpital San Martino, tel que rapporté par » Agi « . « Je dis cela en tant que médecin et je ne veux pas faire de politique, mais aussi la prolongation de l' **état d'urgence** jusqu'au 31 décembre, si tel est le cas, me semble franchement un peu poussé » . Bassetti a ensuite voulu communiquer les chiffres réels: sur plus de 4 000 personnes hospitalisées en soins intensifs, nous sommes passés à seulement 60 patients dans toute l'Italie.« Seules les données négatives sont soulignées, en omettant de le

souligner, et c'est bien Tafazziano, que nous avons été les premiers à lutter contre la vague et nous avons bien fait » , a ajouté le spécialiste des maladies infectieuses de San Martino. « Ce qui vous déconcerte, c'est que chaque soir, vous continuez à faire un rapport de guerre, qui est relancé à l'ouverture par tous les journaux. J'ai vu ce qu'ils font en France, en Espagne, en Allemagne ... seulement nous donnons tout cela Assez maintenant, sinon nous en paierons les conséquences pour les 20 prochaines années. »

[« Attaque contre la Constitution ». Que se passe-t-il au Parlement](#)

Vives réactions également du monde politique, en particulier du **centre – droit** . « *La liberté ne peut pas être annulée par décret* » , a commenté le chef de la Ligue Matteo Salvini, tel que rapporté par « Il Tempo ». « *Le fait que nous devions passer par le Parlement ne doit même pas préciser: Giuseppe Conte a été autorisé pendant trop longtemps à se déplacer indépendamment des prérogatives parlementaires* » , a également éclaté Giorgia Meloni, comme le rapporte « Il Messaggero ».

Un jugement critique également de la part de + Europe: » *Les mots comptent et le message selon lequel l'état d'urgence pourrait durer jusqu'en décembre n'aurait pas pu être pire* »: avec une superficialité arrogante « , a déclaré la secrétaire **Benedetto Della Vedova** . » *Si Conte estime ne pas pouvoir gérer la situation désormais connue avec les procédures ordinaires de la démocratie, il doit d'abord bien expliquer les raisons au Parlement et au pays* ».

Le commentaire de **Roberto Calderoli** (Lega) est très dur . << *Avec l'urgence de Covid, le gouvernement n'a indûment saisi tous les pouvoirs extraordinaires attribuables, comme l'exige l'article 78 de la Constitution, qu'en état de guerre, un État qui doit être délibéré par les chambres,*

*c'est pourquoi le gouvernement s'est retiré du sillon de la charte constitutionnelle « , a dénoncé le vice-président du Sénat, comme le rapporte » Lapresse « . Selon Calderoli, le dpcm de Conte a affecté les principes fondamentaux, les droits présents dans la première partie de la **Constitution** et l'ordre de la République. Les intentions, selon la Ligue, sont claires: « Avec cette excuse, voulant prolonger l'état d'urgence, nous voulons continuer sur cette mauvaise voie car ce n'est qu'ainsi que Conte et sa majorité espèrent, ou plutôt espèrent, garder un gouvernement dans le coma dépassé vivant » .*

L'état d'urgence? Assez. » Des virologues démasquent Conte

Selon le premier ministre, il existe des conditions pour maintenir l'état d'urgence. Les scientifiques objectent: « Les chiffres le disent, c'est fini. Maintenant assez, sinon nous en paierons les conséquences pour les 20 prochaines années »

[Federico Garau](#) -sam, 11/07/2020 – 12:32

commentaires

La controverse ne s'estompe pas après l'annonce que le Premier ministre Giuseppe Conte a l'intention de prolonger l'état d'urgence de Covid jusqu'au 31 décembre 2020.

Contacté par des journalistes lors de la cérémonie de l'opération du MOSE, le Premier ministre a [déclaré](#) qu'il y avait des conditions « pour maintenir l'état d'urgence du

coronavirus après le 31 juillet. Il n'a pas encore été décidé, mais raisonnablement oui il ira dans cette direction « .

Bref, selon l'avocat populaire autoproclamé, le risque de résurgence du Coronavirus est très concret. Une thèse, la sienne et celle du comité technique scientifique qui la soutient, diamétralement opposée à celle soutenue par des personnalités compétentes comme le professeur Alberto Zangrillo , chef d'anesthésie et de soins intensifs à l'hôpital Vita-Salute San Raffaele de Milan. Ce dernier a [en effet réitéré](#) que, selon les indicateurs, la maladie « a uniformément disparu dans le contexte national » . Le virologue Massimo Clementi a également le même avis, qui , après avoir pris connaissance des intentions du gouvernement, s'est laissé aller à un point de vente sur sa page Facebook.« Prolongation de l'état d'urgence? Avons-nous bien compris? Je vais descendre dans la rue, je le déclare maintenant » , a-t-il promis, définissant l'extension comme un « forçage incroyable. Qui va de pair avec les tonalités terrifiantes (totalement injustifiées) avec lesquelles La télévision et la presse décrivent l'état actuel de l'épidémie. «

« Nous donnons au monde l'idée d'être toujours dans le drame, que tous les sacrifices n'ont servi à rien. « , a également précisé le spécialiste des maladies infectieuses Matteo Bassetti , directeur de la clinique des maladies infectieuses de l'hôpital San Martino, tel que rapporté par » Agi « . « Je dis cela en tant que médecin et je ne veux pas faire de politique, mais aussi la prolongation de l' état d'urgence jusqu'au 31 décembre, si tel est le cas, me semble franchement un peu poussé » . Bassetti a ensuite voulu communiquer les chiffres réels: sur plus de 4 000 personnes hospitalisées en soins intensifs, nous sommes passés à seulement 60 patients dans toute l'Italie.« Seules les données négatives sont

soulignées, en omettant de le souligner, et c'est bien Tafazziano, que nous avons été les premiers à lutter contre la vague et nous avons bien fait » , a ajouté le spécialiste des maladies infectieuses de San Martino. « Ce qui vous déconcerte, c'est que chaque soir vous continuez à faire un rapport de guerre, qui est relancé à l'ouverture par tous les journaux. J'ai vu ce qu'ils font en France, en Espagne, en Allemagne ... seulement on donne tout ça Maintenant, assez, sinon nous en paierons les conséquences pour les 20 prochaines années » .

Vives réactions également du monde politique, en particulier du centre – droit . « La liberté ne peut pas être annulée par décret » , a commenté le chef de la Ligue Matteo Salvini, tel que rapporté par « Il Tempo ». « Le fait que nous devions passer par le Parlement ne doit même pas préciser: Giuseppe Conte a été autorisé pendant trop longtemps à se déplacer indépendamment des prérogatives parlementaires » , a également éclaté Giorgia Meloni, comme le rapporte « Il Messaggero ».

Un jugement critique également de la part de + Europe: « Les mots comptent et le message selon lequel l'état d'urgence pourrait durer jusqu'en décembre n'aurait pas pu être pire »: avec une superficialité arrogante « , a déclaré la secrétaire Benedetto Della Vedova. . » Si Conte estime ne pas pouvoir gérer la situation désormais connue avec les procédures ordinaires de la démocratie, il doit d'abord bien expliquer les raisons au Parlement et au pays ».

Le commentaire de Roberto Calderoli (Lega) est très dur . « Avec l'urgence de Covid, le gouvernement ne s'est indûment doté de pleins pouvoirs extraordinaires attribuables, comme l'exige l'article 78 de la Constitution, qu'en état de guerre, un État qui doit être délibéré par les chambres, c'est pourquoi le gouvernement est sorti du sillon de la charte constitutionnelle » , a dénoncé le vice-président du Sénat, comme le rapporte « L'Espresso » . Selon

Calderoli, le dpcm de Conte a affecté les principes fondamentaux, les droits présents dans la première partie de la Constitution et l'ordre de la République. Les intentions, selon la Ligue, sont claires: « Avec cette excuse, voulant prolonger l'état d'urgence, nous voulons continuer sur cette mauvaise voie car ce n'est que de cette manière que Conte et sa majorité espèrent, ou plutôt espèrent, garder un gouvernement dans le coma dépassé vivant »